



Commission des femmes du CNRI

Rapport mensuel

Juillet
2016

Introduction

Juillet a été marqué par la révélation des propos lourdement chargés de menaces d'Ali Khamenei sur le code vestimentaire obligatoire pour les femmes.

Le discours avait été initialement tenu au Conseil du mouvement populaire national pour la vertu et le voile le 9 mai 2016, et a inspiré de nombreuses campagnes répressives contre les Iraniennes.

Dans son intervention, le guide suprême des mollahs a exclu toute flexibilité sur le code vestimentaire : " toute discussion sur le caractère obligatoire ou volontaire de Hijab est une deviation. "

Pour montrer l'obsession du régime à cet égard, il a ajouté : " nous ne pouvons pas laisser libre la vente de boissons alcoolisées et dire aux gens de ne pas boire! Le Prophète a prescrit le fouet comme sanction (pour la consommation d'alcool). Par conséquent, nous ne devons pas nous contenter d'une interdiction verbale. "

Il est maintenant clair que les propos de Khamenei ont inspiré les nombreuses campagnes de fouet et d'arrestation de femmes ces derniers mois. En outre, après l'échec des 26 organismes officiels et d'une pléthore de patrouilles et de policiers en civil pour faire respecter le voile obligatoire, le régime a formé un énième "front" contre la résistance des femmes au code vestimentaire .

A ce rassemblement de Machad, il a aussi été annoncé « qu'un total de 301 instituts œuvrent à imposer le voile obligatoire aux femmes. » La grosse Bertha ... Mais les femmes résistent encore et toujours....

Le président des mollahs, Rohani n'est pas resté en retrait Il a ordonné au ministère de l'Intérieur d'établir un rapport en coopération avec le Conseil économique et social de la ville de Téhéran et de préparer un rapport détaillé sur la situation de la vertu dans le pays pour le présenter au Conseil suprême de la Révolution Culturelle en vue de trouver de nouveaux moyens d'imposer le code vestimentaire, indique l'agence Fars le 12 juillet 2016.

Dans ce contexte, les événements de ce mois-ci deviennent ainsi plus significatifs.

Violations systématiques du droit à la vie Exécutions et condamnations à mort

Une femme non identifiée a été exécutée avec un groupe de prisonniers le 17 juillet, à la prison de Ghezal-Hessar à Karadj, en banlieue de Téhéran. On dénombre 69 femmes exécutées sous la présidence de Rohani.

Traitements inhumains et châtiments cruels

Amputations, flagellations, torture et humiliations

Le pouvoir judiciaire iranien a condamné 10 femmes à trois mois de prison et à 10 coups de fouet pour « trouble à l'ordre public ». Les femmes, y compris Mme Zahra Sadat Ebrahimi, étaient des partisans du prisonnier d'opinion Mohammad Ali Taheri, fondateur d'Erfan Halgheh, un groupe mystique. Ces femmes ont été arrêtées le 23 novembre 2015, près de la prison d'Evine, à Téhéran avant la tenue d'un rassemblement pacifique pour protester contre le maintien en détention de M. Taheri bien qu'il ait purgé sa peine.



Dans un incident terrible dans la ville de Mahabad dans l'ouest de l'Iran, la police a jeté du haut d'un bâtiment une femme kurde qui s'est fracturée la jambe, parce qu'elle refusait qu'on saisisse son antenne satellite lors d'un raid sur le quartier.

Arrestations arbitraires

Les arrestations politiques

Mme Maryam Olangi, épouse du prisonnier politique Mohsen Dogmechi, mort en prison, a été convoquée avec son fils Navid Dogmechi au parquet le 24 juillet 2016 et incarcérée à la prison d'Evine de Téhéran. Son mari Mohsen Dogmechi avait été condamné à dix ans de prison pour avoir apporté un soutien financier à l'OMPI. Il est mort le 29 mars 2011 d'un cancer en prison, dans de terribles souffrances, privé délibérément de soins médicaux. Il s'agit d'une nouvelle forme de torture et d'exécution en Iran. Leur fille, Narguessa Dogmechi, est membre de l'organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI), l'opposition démocratique au régime des mollahs .

Par ailleurs, Mme Sotoudeh Fazeli a été arrêtée alors qu'elle quittait le pays et conduite à la prison d'Evine. Ancien directrice bien connue d'une école de fille à Téhéran, Mme Fazeli est mère de Payman et Pejman Taghipour, deux membres de l'OMPI. Elle est actuellement à la retraite.

A Tabriz (nord-ouest de l'Iran), la police a attaqué et battu des manifestants de la minorité azéris et fait plusieurs arrestations. Roghieh Alizadeh a été arrêtée alors qu'elle filmait la manifestation. Mme Alizadeh est l'épouse du militant syndical et ancien prisonnier politique Abbas Lessani qui avait été arrêté à Ardebil et emprisonné le 19 septembre 2011, alors qu'il protestait contre l'assèchement du lac d'Oroumiyeh.



Arrestations sociales

Les forces de sécurité de l'Etat ont arrêté un groupe, dont huit jeunes femmes, le 29 juin 2016, à Binaloud, dans la province de Khorassan-Razavi (nord-est de l'Iran), pour avoir participé à une fête étudiante.

Lors d'un autre événement, les forces de sécurité ont arrêté plus de 50 jeunes femmes et hommes pour avoir fait la fête à Damavand dans le centre de l'Iran.

En outre, quelque 150 jeunes filles et garçons ont été arrêtés pour avoir assisté à une fête d'anniversaire dans l'ouest de Téhéran le 25 juillet.

Prison

Conditions de détention

Dans un rapport intitulé « la santé prise en otage: déni cruels de soins médicaux dans les prisons iraniennes », publié le 18 juillet 2016, Amnesty International a rapporté un aperçu sombre concernant les soins de santé dans les prisons iraniennes. L'ONG a présenté des preuves solides soulignant que la justice iranienne empêche délibérément l'accès à des soins médicaux adéquats, dans de nombreux cas établissant un acte intentionnel de cruauté visant à intimider, punir ou humilier les prisonniers politiques, ou afin d'extorquer des «aveux» forcés ou des déclarations de « repentance ». Selon le rapport, «les prisonnières politiques, au moins dans la prison d'Evine, à Téhéran, où la clinique est entièrement assurée par des médecins de sexe masculin et des infirmières, font face à des obstacles supplémentaires à l'accès aux soins médicaux. A plusieurs occasions, les femmes détenues qui ont connu des problèmes de santé, se sont vues refuser des tests médicaux d'urgence ou autre traitement, car il a été jugé inapproprié pour elles d'être traitées par le personnel médical masculin. Les femmes ont également été soumises à des insultes et harcèlements sexuels pour avoir omis de se conformer aux règlements de port le plus stricte du voile. »



Amnesty International a également souligné que « Zeynab Jalalian, une femme kurde iranienne qui purge une peine de prison à vie dans le cadre de sa prétendue appartenance à un groupe d'opposition kurde, risque la cécité parce que son traitement a été suspendu. »

Un rapport publié par un avocat a révélé que les femmes d'obédience bahaïes sont torturées en raison de leur foi. Les tortures incluent la suspension (par les mains au plafond), traîner les corps sur le sol avec les mains menottées, garder les détenues sous la pluie pendant une longue période, poursuivre les interrogatoires pendant la nuit, menaces de harcèlement de jeunes filles en les accusant de relations immorales, fouilles corporelles agressives pendant le transfert vers le centre de détention et passages à tabac.

Les autorités de la prison Vakilabad de Machad (nord-est de l'Iran) ont empêché l'envoi de la prisonnière politique Nahid Gorji à l'hôpital. Elle souffre de diabète et de complications



cardiaques. Sa famille avait auparavant annoncé que Mme Gorji n'avait même pas été autorisée à recevoir ses médicaments. Elle a ensuite été condamnée à cinq ans de prison pour des activités sur les médias sociaux et purge actuellement sa peine.

Les droits fondamentaux maltraités

Avec l'arrivée de l'été, de nombreuses campagnes « de la vertu et du voile » ont été renforcées avec des contrôles sur les plages pour empêcher les femmes de se baigner.

Commençant le 22 juillet 2016, des rassemblements officiels annuels ont eu lieu durant la « Semaine de la vertu et du voile » afin de promouvoir davantage la répression des femmes. Cette année, le Conseil culturel a tenu 10 réunions différentes à travers la capitale et dans 400 emplacements du pays.

Les rencontres ont fourni de nouvelles opportunités aux responsables du régime pour exercer d'autres contraintes sur la nécessité de réprimer les femmes pour leur faire respecter le code vestimentaire.

Le commandant de la police de la province de Mazandaran (au bord de la mer Caspienne et qui fait figure de la côte d'Azur iranienne) a annoncé le 5 juillet avoir lancé une nouvelle série de manœuvres pour contrôler les départs en vacances. Il a dit avoir déployé 780 patrouilles (à moto ou en voiture) pour surveiller la situation des femmes sur la route des vacances dans toute la province et qu'il attendait un renfort de 800 policiers.

Le plan « Guilan Innocent » est mis en œuvre dans 48 zones de loisirs, touristiques et de plages. Le numéro 2 de la police de Guilan a souligné le 22 juillet qu'un grand nombre de personnels a été déployé à cet effet : «le plan Guilan Innocent comprend des membres du clergé, des sœurs et frères de la milice du Bassidj et des policiers bénévoles. »

Les patrouilles de la «sécurité morale» contre les femmes ont été équipées de bateaux à moteur dans la ville iranienne de Dezfoul dans le sud du pays. Le commandant de la police locale a annoncé le 29 juillet : « A partir de maintenant, la police va contrôler l'ensemble de la frontière que constitue la rive de la rivière Dez pour sévir toute infraction au code vestimentaire. Le plan continuera jusqu'à la fin de l'été pour sanctionner tous les actes de dévoilement et les troubles que cela crée. »

Manifestations de Femmes

En dépit des arrestations massives et de diverses formes de pressions et restrictions, les femmes iraniennes, n'ont pas relâché leurs efforts et profité de chaque occasion pour exprimer leur protestation, n'hésitant pas même à se heurter aux forces de sécurité.



Des femmes du quartier Pounak de Téhéran ont affronté la police pour empêcher l'arrestation d'une femme kurde. Selon les informations, des agents de police ont attaqué une mosquée sunnite le 5 juillet et y ont arrêté une femme. D'autres femmes dans la mosquée ont protesté et réussi à la libérer.



Divers groupes d'enseignants travaillant pour le Mouvement pour l'alphabétisation ont organisé une manifestation devant le Parlement des mollahs le 18 et 19 juillet 2016.

Des enseignantes sont venues des provinces d'Ardebil, d'Azerbaïdjan oriental, d'Azerbaïdjan occidental, de Zanjan et d'autres provinces de l'ouest. Ils ont passé la nuit devant le parlement pour commencer leur protestation tôt le matin. Ces enseignantes travaillent en CDI depuis 12 ans.

Un groupe de mères a commémoré les victimes du massacre de 1988 au cimetière de Khavaran. 28 ans après que cet horrible crime contre l'humanité, Khavaran où la plupart des victimes ont été enterrées dans des fosses communes reste sous le contrôle étroit des forces de sécurité.

Cependant, de nombreuses familles et des militants des droits humains risquent leur propre sécurité à poursuivre leur hommage annuel aux meilleurs enfants de l'Iran qui ont donné leur vie pour la liberté.